Carlos ROSSI

Qu'est-ce que la bureaucratie des pays de l'Est ?

(Une hypothèse de travail : notes pour une recherche)

Qu'y a-t-il en commun entre un haut fonctionnaire du KGB, un professeur de marxisme-léninisme et l'administrateur d'une usine hydro-électrique en URSS ? Constituent-ils une classe sociale ? Ou une caste ? Ou « autre chose » ?

Si nous prenons la définition marxiste classique de classe sociale comme groupe d'hommes qui occupent la même place dans le processus de production, partage la même situation par rapport à la propriété des moyens de production, il est difficile d'envisager la bureaucratie stalinienne comme une classe sociale. Le fonctionnaire du KGB et l'administrateur du combinat n'occupent pas la même place dans le processus de production et ne sont pas plus propriétaires des moyens de production que l'ouvrier ou le technicien. Ce qu'ils ont en commun entre eux et avec leur collègue de l'université sont des caractéristiques **politico-idéologiques** :

1) L'appartenance à une institution politico-idéologique : le parti ;

2) le monopole du pouvoir politique, idéologique et économique ; comme conséquence de cette situation de pouvoir, il découle ;

3) l'accès à certains privilèges socio-économiques.

Trotsky refusait la caractérisation de la bureaucratie comme classe sociale et la désignait par le terme de « caste ». Mais il insistait que cette

définition « *n'a évidemment pas un caractère strictement scientifique* ». Il reconnaissait même le caractère « *arbitraire* » *du terme puisque* « *personne n'aura l'idée d'identifier l'oligarchie de Moscou avec la caste hindoue des Bramanes* » (Trotsky, *In Defense of Marxism,* New Park, London, 1966, p. 6-7). En effet le terme est malheureux, dans le mesure où le système de castes tel qu'on le connaît (en Inde et ailleurs) est un système totalement **compartimenté** (sans mobilité sociale) et **héréditaire** de stratification sociale, deux caractéristiques qui ne se trouvent nullement dans les Etats bureaucratiques. Cependant, il y a un noyau rationnel dans la terminologie de Trotsky : la tentative de comprendre la bureaucratie par des catégories de stratification sociale distinctes de celles des classes sociales.

Il nous semble que le système de stratification sociale qui nous permet de mieux saisir la spécificité de la bureaucratie est celui des ordres sociaux, fondés sur des critères politico-idéologiques. Selon le sociologue Max Weber, un ordre social *(Stand)* est « *une pluralité d'invidus qui, au sein d'un groupement, revendiquent efficacement une condition particulière et un monopole particulier à leur condition* ». Ce monopole peut prendre différentes formes, dont une des plus importantes est « *l'appropriation monopolistique des pouvoirs politiques ou hiérocratiques (ordres politiques ou hiérocratiques)* ». (Max Weber, *Economie et Société,* Plon, Tome I, 1971, p. 314. Pour la distinction entre classes et ordres sociaux, voir Marx, *Die Deutsche Ideologie,* Dietz Verlag, Berlin, 1960, p. 62, 78 et Engels, *Anti-Dühring,* éd. Sociales, 1948, p. 297. Trotsky se réfère aux ordres sociaux du tsarisme (noblesse, clergé, etc.) mais les désigne par le terme de « castes ». Voir *la Jeunesse de Lénine,* PUF, 1970, p. 55. Cela explique, à notre avis, pourquoi il emploie le terme pour la bureaucratie en URSS.)

Les ordres sociaux ne sont pas des classes sociales. Par exemple, dans le mode de production féodal on trouve, à côté de la division en classes sociales (et partiellement combinée avec elle), une autre stratification, celle des ordres ou « états sociaux » : la noblesse, le clergé, le tiers état. La noblesse coïncide dans une large mesure (mais non totalement) avec une classe sociale (dans le sens marxiste) : les propriétaires fonciers. Le tiers état est clairement un ordre social **inter-classiste,** composé de bourgeois, petits bourgeois, « plèbe urbaine », paysans, etc. Le clergé constitue un cas particulier, plus complexe : d'une part il est lui aussi interclassiste, divisé entre un haut-clergé aristocratique et un bas-clergé paysan ou plébéien, d'autre part, son unité comme ordre social est réelle, et assure à l'ensemble de ses membres certains privilèges politiques, sociaux et économiques. L'unité du clergé, son caractère d'ordre social, découle d'un critère politico-idéologique : l'appartenance à une institution (l'Eglise).

Le clergé comme ordre social a une série de caractéristiques qui présentent une analogie frappante avec la bureaucratie :

1) définition par l'appartenance à l'institution ;

2) formes institutionnelles de propriété, en général pas de propriété privée, pas d'accumulation privée, pas de transmission héréditaire de la fortune ;

3) structure hiérarchique, avec concentration des pouvoirs et privilèges vers le sommet ;

4) importance de l'idéologie comme ciment de l'ordre et de son pouvoir. D'où la nécessité d'assurer le monopole idéologique de l'ordre social et son monolithisme interne ; persécution des hérésies, procès en sorcellerie, dogmatisme, scholastique, nécessité de l'abjuration, inquisition, index librorum prohibitorum, etc., sont des conséquences de ce rôle décisif de l'idéologie. Ceci dit, l'attitude personnelle des membres de l'ordre envers l'idéologie peut varier du fanatisme ascétique jusqu'au cynisme opulent.

Ajoutons que dans les régimes de caractère théocratique (fusion de l'Eglise avec l'Etat), le clergé gagne un caractère clairement bureaucratique. Ce fut le cas notamment de la Russie tsariste, ou, selon Trotsky *« deux cent mille prêtres séculiers et moines constituaient, en somme, une partie de la bureaucratie, une sorte de police confessionnelle »*. (Trotsky, *Histoire de la Révolution russe,* Seuil, 1950, p. 22).

Si l'on remplace « l'Eglise » par « le Parti », l'analogie est indéniable. Ceci dit il est évident que les deux phénomènes sont radicalement distincts et il serait superficiel et a-historique de vouloir les identifier. Le mode de production féodal n'a rien à voir avec la société de transition au socialisme et le parti stalinien n'est nullement une nouvelle incarnation de l'Eglise. Par contre, il nous semble intéressant, comme hypothèse, de considérer la bureaucratie de l'URSS comme un **ordre social,** défini par des critères politico-idéologiques, avec une unité institutionnelle et un monopole du pouvoir politique, idéologique et économique. La nature même de la formation sociale, **sa structure économique** (planification, propriété étatique, etc.) **détermine en dernière instance** la possibilité pour la bureaucratie de s'ériger en ordre social dominant et privilégié, à partir d'une position de monopole politique.

Comme les ordres sociaux des formations pré-capitalistes, la bureaucratie est composée d'individus originaires de différentes classes sociales : prolétariat, petite bourgeoisie, paysannerie, etc. Cependant, l'origine de classe joue un rôle moins important dans la bureaucratie que dans le clergé par exemple.

Dans les formations pré-capitalistes, les couches exclues du pouvoir et des privilèges constituent un ordre social avec une certaine communauté de destin, malgré les contradictions de classe qui la traversent (le tiers état). Dans les sociétés bureaucratiques des pays de l'Est, l'opposition démocratique se réfère fréquemment à une contradiction entre la *« société civile »* et l'Etat bureaucratique. Cette conception est superficielle

dans la mesure où elle fait abstraction des différentes classes sociales au sein de cette « *société civile* » (prolétariat, paysannerie, petite bourgeoisie), mais elle a un noyau rationnel : la population exclue du pouvoir politique et économique constitue un « *ordre social négatif* », analogue à certains égards au tiers état.

Sans être une classe, la bureaucratie remplit certaines des fonctions d'une classe sociale (exercice du pouvoir économique, politique et idéologique, appropriation d'un surplus, etc.) ; le même vaut pour un ordre social pré-capitaliste comme le clergé. La différence vient du fait que le mode d'exploitation du peuple par le clergé est semblable à celui des seigneurs féodaux (voir Denis Hay, *The Medieval Centuries*, Harper, 1965, p. 46 ss), tandis que celui de la bureaucratie est *sui-generis* et distinct de toute classe sociale. Schématiquement : le haut clergé est partiellement assimilable à une classe dominante, la noblesse féodale ; la haute bureaucratie, par contre, **remplit la place d'une classe dominante qui n'existe pas.**

Si les bureaucrates comme individus peuvent être issus de différentes classes sociales, la bureaucratie en tant que telle est, du point de vue politico-social, issue du **mouvement ouvrier.** Cette origine historique est très importante pour comprendre :

a) une série de contradictions qui la traversent et les crises graves qu'elle peut connaître au moment où la classe ouvrière se soulève (Hongrie et Pologne 1956, etc.) ;

b) les rapports d'un type particulier qu'elle entretient avec le mouvement ouvrier international ;

c) la référence formelle à l'idéologie prolétarienne, tout en la vidant de son contenu et la transformant en coquille bureaucratique ossifiée ;

d) le refus de la restauration du capitalisme (jusqu'ici au moins...).

Mais il serait faux de déduire de cet aspect historique et génétique que le pouvoir de la bureaucratie est le pouvoir, même déformé « *au sens sociologique du terme* » (thèse défendue par F. Charlier dans *l'Union soviétique et les Pays de l'Est : capitalisme ou socialisme*, Cahiers Rouges, Maspero, 1970, p. 39).

Carlos Rossi